

SYRIE

*Solidarité avec celles et ceux qui luttent
contre Assad et contre Daech*



Depuis son soulèvement pour la démocratie en 2011, le peuple syrien ne cesse de subir la répression du régime sanguinaire de Bachar el-Assad. Les bombardements systématiques à coup de barils d'explosifs, les attaques au gaz sarin, la mort par la famine organisée comme à Madaya dessinent un paysage de désastre : une Syrie exsangue, une génération d'enfants sacrifiée et plus de 250 000 morts...

Ce régime ne tient que par l'appui des milices iraniennes et du Hezbollah libanais mais aussi, depuis cet automne, par l'intervention aérienne massive de Poutine, prêt à tout pour maintenir Bachar en place. Sous couvert d'une intervention contre Daech ou Al Nosra, les bombardements russes visent d'abord les forces de la révolution syrienne, l'Armée Syrienne Libre et les populations civiles.

Les grandes puissances impérialistes dont la France ont, dans un premier temps, laissé le régime martyriser le peuple syrien, puis, face au développement de Daech, elles ont décidé d'intervenir directement contre Daech tout en laissant le régime de Assad et ses alliés poursuivre leurs exactions. Or c'est la politique même du régime qui est le sergent recruteur des organisations djihadistes. La volonté des grandes puissances de se coordonner plus fortement avec les Russes, voire avec le régime d'Assad, risque d'être dramatique pour le peuple syrien.

Pourtant la révolution vit. Avec l'énergie de ceux qui se savent acculés, les Syriens cherchent et continuent à s'organiser démocratiquement avec des conseils locaux par exemple, tentent de maintenir un système de santé et d'éducation dans les pires conditions possibles. Nous n'oublions pas non plus celles et ceux qui risquent leur vie pour informer le monde de l'horreur des exactions du régime ou de Daech. A l'instar de Naji Jarf, assassiné à Gaziantep, ou les reporters du réseau «Raqqas is being slaughtered silently», ils payent un tribut terrible. Ce sont vers celles et ceux qui luttent pour un futur débarrassé du régime d'el-Assad comme de Daech que doit aller notre solidarité.

Casques blancs

Maçons, étudiants, infirmiers, coiffeurs, ouvriers,... avant 2011, ces hommes et femmes portent aujourd'hui un casque, blanc. Leur rôle ? Intervenir après les attaques aériennes, pour sortir les personnes des décombres, mais aussi lutter contre les incendies, évacuer les civils, porter les premiers soins, réparer les réseaux d'eau et d'électricité...

Avec le développement des bombardements du régime d'Assad sur les civils à partir de 2012, les premiers comités locaux de défense civile voient le jour. Quelque temps plus tard, un Conseil de direction pour la Défense civile syrienne est élu, afin de représenter et centraliser les différents comités locaux. Il établit divers organes, comme un Comité des Finances. Aujourd'hui 2 800 volontaires (hommes, et femmes présentes depuis 2014) dont 400 spécialisés dans les soins de premiers secours interviennent dans plus de 110 localités différentes en zone non contrôlée par le régime.

Autodidactes dans un premier temps, nombre des secouristes ont aujourd'hui reçu une formation en dix jours délivrée dans le sud de la Turquie par deux ONG compétentes notamment dans le secours à porter suite aux séismes. Bien que les fonds et matériels provenant de donations individuelles (via le site whitehelmets.org) ou d'État sont insuffisants, cette structure auto-organisée a permis de sauver plus de 40 000 vies.



collectif ARS

Avec la Révolution Syrienne

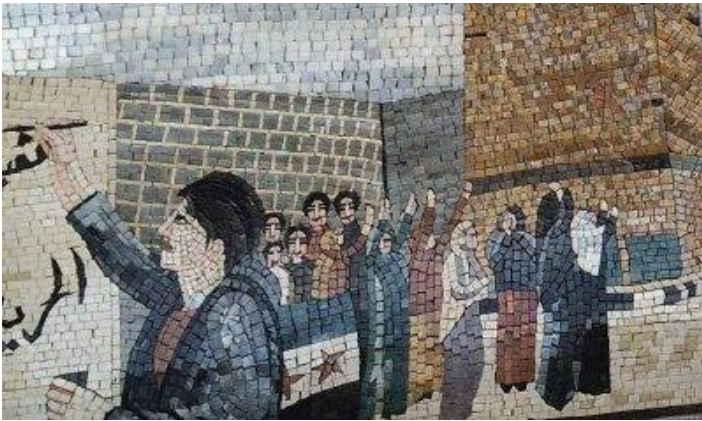


collectif ARS : Alternative Libertaire, Cedetim, Émancipation, Ensemble, NPA, Union Syndicale Solidaires
Avec la collaboration de : Naskon



Des conseils et comités locaux pugnaces

En 2011, avec le début de la révolution, les Syriens s'organisent en petits groupes pour préparer les manifestations. Très vite, avec l'augmentation de la répression et la perte de contrôle par le régime de certains quartiers, des comités locaux (ou comités de quartiers) et conseils locaux (regroupant des comités) voient le jour. Ils organisent de façon autonome, indépendamment de l'État, les services publics, les secours (la défense civile), le ravitaillement : par exemple des petits fours pour cuire le pain sont mis en place (l'aviation de Assad détruit plus difficilement des petits fours qu'un ou deux grands fours),...



La volonté d'indépendance financière est très vite affirmée. Mais la répression féroce d'Assad, qui vise à détruire physiquement ces nouvelles formes d'économie, se double bientôt de la volonté de pays comme le Qatar de détruire ces conseil élus et laïcs, en utilisant notamment le canal de l'argent.

Sous les bombes, un conflit ouvert a lieu entre islamistes non djihadistes et laïcs ; auquel vient se rajouter la menace djihadiste. De très rares financements proviennent des gouvernants de pays prônant la « démocratie », et aucun ne provient des principaux partis et syndicats se réclamant du mouvement ouvrier international. Étouffés financièrement, politiquement et physiquement, les conseil locaux élus sont contraints de travailler avec des islamistes (comme les Frères musulmans), au risque sinon de disparaître.

L'existence de conseils locaux dans toutes les zones libérées du régime (sauf celles reprises par Daech, comme Raqqa), après cinq ans de conflit et plus de 250 000 morts, montre la profondeur et la ténacité de la révolution syrienne.

Ces conseils locaux ont des poids et des périmètres d'action qui varient en fonction de la configuration et de la répression. A Douma, dans la banlieue de Damas, qui subit un siège depuis trois ans, le conseil a peu de pouvoir : il intervient dans le domaine de l'éducation, des hôpitaux... L'argent envoyé au conseil ou aux familles provient de Syriens travaillant hors du pays. C'est à Alep que le conseil local a, aujourd'hui, la meilleure structuration et un poids le plus fort, et se coordonne avec les comités de quartier. Le travail entre Frères musulmans, dont le poids est relativement faible, et les laïcs est possible. Dans la région d'Idlib, où le front al-Nosra est présent, les tensions sont par contre beaucoup plus importantes.

ALEP, côté ville libérée

A Alep, une partie de la ville est libérée, l'autre sous contrôle du régime. Le Conseil local qui fonctionne depuis mars 2013 permet la coordination de trois secteurs de la ville libérée : al Ansari, la vieille ville d'Alep et Qasr al Bustan, qui, chacun, coordonne des comités de quartier (al Ansari par exemple compte 11 comités de quartier). Le Conseil local a créé plusieurs structures consacrées au génie civil, aux finances, à l'éducation, la santé, l'aide humanitaire... L'eau courante et l'électricité ayant été coupées par le régime d'Assad, la mise en place de puits, de générateurs permettent de subvenir aux besoins élémentaires. Bien que plus de 40 % des écoles aient été bombardées par Assad, des enseignants souvent peu qualifiés, car très faiblement payés voire bénévoles, délivrent des cours aux écoliers dans des classes souvent sans chauffage et alors que les barils d'explosifs du régime et les bombes russes pleuvent régulièrement sur la partie libérée de la ville. Pour échapper au système de surveillance d'Assad, les réseaux de satellites turcs sont utilisés, malgré leur prix élevé, pour communiquer au sein de la ville ou avec les étrangers.

IDLIB libre : l'union des Bureaux révolutionnaires

Depuis le début de l'année 2015, l'Union des Bureaux Révolutionnaire (UBR) emploie 450 personnes, spécialisées dans l'administration (permettant notamment la création d'écoles, ou récemment la création d'un terrain de foot), le droit, la médecine, l'ingénierie, l'enseignement, la garde d'enfants. Localisé à Kafranbel, dans la région d'Idlib (Nord-Ouest de la Syrie), cette UBR a également pour rôle de coordonner les bureaux révolutionnaires de la région, et propose des ateliers de formations, notamment dédiés aux chômeurs.



Mazaya, un centre de femmes



Créé en juin 2013 à Kafranbel, dans la province d'Idlib, le centre de femmes Mazaya s'est, en deux ans, fortement développé. Des centres annexes ont été ouverts dans d'autres localités de la province (comme à Maart, Jbara, Maarrett...) ainsi que trois jardins d'enfants. Les femmes peuvent ainsi confier leurs enfants au jardin d'enfants pour suivre les formations ou activités proposées par ces centres : littérature, alphabétisation, premiers secours, langues, informatique, tissage, couture, médias... La liste est longue.

L'objectif est de permettre aux femmes de sortir dans l'espace public et de leur permettre, en travaillant, d'être indépendantes financièrement. En lien avec ces centres ont été ouverts depuis peu des structures médicales, et un bureau de

recrutement dédié aux femmes à l'Union des Bureaux Révolutionnaires de Kafranbel. Ce développement s'est fait en dépit des pressions et des menaces (centre de Mazaya incendié, tentative d'attentat).

Ce combat économique des femmes syriennes d'Idlib est lié à un combat politique quotidien. Ainsi, la réalisation du drapeau révolutionnaire le plus long du monde (75m de long et 2,25 mètres de haut), à l'automne 2014, par les femmes du centre de Mazaya est un message politique contre la politique d'Assad et de Daech mais également contre la mentalité patriarcale qui refuse le travail des femmes et les contraint à rester chez elles ; et pour rappeler combien les femmes se sont sacrifiées depuis 2011, dans la lutte pour un État où femmes et hommes auraient les mêmes droits.

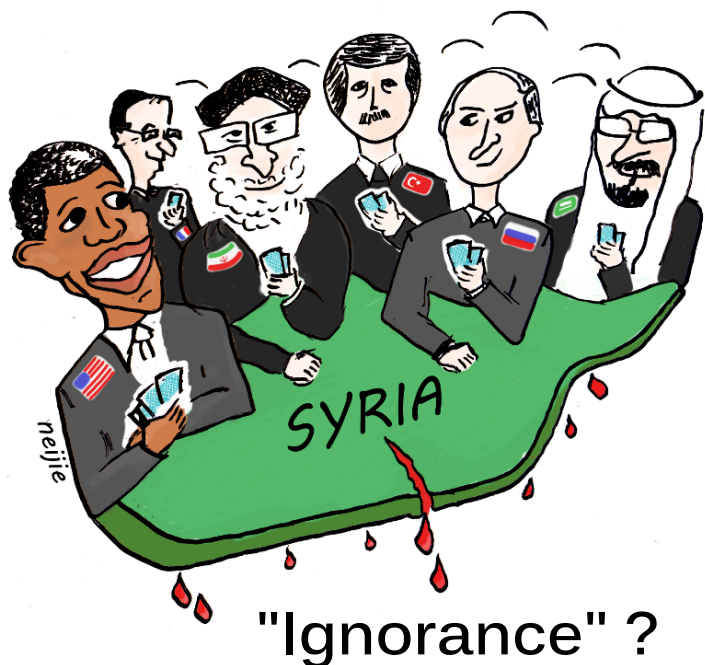
Une résistance invisible ?

« *Nous sommes l'ASL* ». Ainsi commence une des banderoles de Kafranbel, le 17 octobre 2015, en réponse à Poutine qui se demande où se trouve l'Armée Syrienne Libre et qui la dirige. « *Nous sommes l'ASL, Daech n'est pas là* », ainsi répondent de nombreux Syriens au journaliste Rami Jarrah qui, dans les rues d'Alep, demande aux passants si l'assertion récente d'Al-Nosra, selon laquelle l'ASL n'existe pas, était juste. Cette volonté politique de nier l'existence de l'ASL, se double dans les médias occidentaux, d'une faible information concernant les forces se revendiquant de l'ASL (environ 35 000 combattants). Et pour cause, aux USA, la ligne d'Obama est de refuser que soient armés les rebelles de l'ASL afin qu'ils se débarrassent d'Assad et de son régime.

Et que dire des « informations » sur la résistance civile dans les médias occidentaux ? Elles sont quasi inexistantes. La raison en est également politique.

Elle complète la volonté du régime de Assad de valoriser les islamistes et de nier toute opposition démocratique. Cela se traduit sur le terrain, par le largage de barils d'explosifs, le siège de villes au coeur de la révolution de 2011 (comme Douma, Zabadani, Madaya,...), des assassinats ciblés,...et aussi par une guerre d'images : les hôpitaux de fortune, en zone rebelle, souvent connus du régime de Assad, deviennent des cibles prioritaires dès lors qu'une photo de journaliste attire l'attention sur eux. Aussi est-il courant que les Syriens refusent aux rares journalistes qu'ils prennent des photos de la vie civile qu'ils organisent. Entre une photo de vie et la vie, les Syriens ont choisi.





"Ignorance" ?

Tout président qu'il est, Hollande est-il mal informé ? Comment expliquer que, suite aux attentats du 13 novembre, dans son discours devant le Congrès, il ait imposé un brutal tournant à la politique française à l'égard de la Syrie ? Précédemment, la voix de la France portait la double hostilité à Daech et à Assad. Suite à cela, il n'y a plus qu'un seul ennemi : Daech ! Avec la proposition d'une alliance militaire avec... Poutine !

Lui a-t-on caché que l'armée russe intervient en Syrie, non contre Daech, mais contre les forces rebelles opposées à Assad. Son objectif est de sauver le régime et en finir avec la révolution.

Mais peut-être n'a-t-il pas eu connaissance de cette révolution ? Révolution qu'Assad s'efforce d'écraser par une guerre contre son propre peuple, laquelle a fait 250 000 victimes, des centaines de milliers d'emprisonnés, des millions de déplacés.... Et cela avec la complicité de certaines forces djihadistes, dont Daech. Lequel combat les rebelles et les Kurdes, et non le régime. Sans doute ne sait-il pas ce que fuient les réfugiés syriens. Pour une partie d'entre eux, la barbarie de Daech, mais pour des centaines de milliers celle du régime, et à présent les bombardements russes. Quand on est président, une telle ignorance est coupable. S'il ne s'agit pas d'ignorance, que dire ?

Négociations ?

Pour les USA et l'Union européenne, il s'agit avant tout de juguler Daech et le flux de réfugiés. Du coup, tous les efforts sont faits pour trouver un accord avec les « parrains » russe et iranien du régime d'Assad. Les forces combattantes en Syrie sont priées de s'adapter à cette nouvelle dynamique. Après les deux réunions et déclarations de Vienne (en octobre et novembre 2015), qui regroupaient nombre d'États impliqués en Syrie, Obama a rencontré Poutine et, le 18 décembre, l'ONU prenait une résolution : ouvrir en janvier des négociations entre le régime et l'opposition sous l'égide de l'ONU, menant notamment à un cessez-le-feu sur tout le territoire syrien « *dès que le pouvoir et l'opposition auront fait les premiers pas vers une transition politique* » et vers des élections ; rien n'était dit sur Assad.

Pour les grandes puissances, cela signifie deux choses essentielles : toute opposition syrienne qui ne rentrerait pas formellement dans ce cadre serait considérée comme terroriste, et donc à annihiler... et tous les efforts de l'UE pour repousser les réfugiés syriens hors de son territoire seraient légitimés, puisque la guerre serait finie !

En parallèle, des représentants d'une partie de l'opposition politique et militaire à Assad se réunissaient les 9 et 10 décembre à Riyad, sous le patronage intéressé de l'Arabie Saoudite. Ils ont accepté de négocier avec le régime, en précisant qu'« *Assad et sa clique devront quitter le pouvoir au début de la phase de transition* ». Depuis, plusieurs chefs militaires présents à cette rencontre ont été assassinés par le régime et ses alliés.

Pendant ce temps, le 10 décembre, le « Conseil démocratique syrien » autour des Kurdes du PYD et des forces qui lui sont associées était créé. Présidé par Haytham Manna, exilé anti-baathiste en France qui s'est isolé en concentrant toutes ses attaques contre le soulèvement populaire et l'Armée syrienne libre, le CDS ne doit pas à son tour être instrumentalisé contre le peuple syrien !

Asile ?

Quand les « grands » de cette France rappellent que le droit d'asile « *est un droit fondamental* » et que « *le gouvernement français (...) ne remettra jamais en cause ce droit* », rares sont ceux qui croient encore ces mots-là. Car la réalité est toute autre.

Le gouvernement parle beaucoup des rares Syriens qu'il est allé chercher en Allemagne, en Turquie, au Liban... mais se tait sur le grand nombre de migrants (y compris syriens) qui survivent dans des camps de fortune. Et la réforme sur le droit d'asile votée cet été s'inscrit, comme celle en cours de discussion sur le droit des étrangers, dans la droite ligne des lois Sarkozy. Un exemple : avec cette loi, le demandeur doit dorénavant accepter un lieu d'hébergement contraignant. S'il refuse ou quitte le lieu d'hébergement qui lui est assigné, il risque de perdre ses droits (allocation pour demandeur d'asile, accompagnement social et administratif).

Mais il ne suffit pas à Hollande d'utiliser l'immigration pour diviser et réprimer, il faut également qu'il participe aux mesures visant à renforcer les frontières de l'Europe ou à contenir les réfugiés près des frontières syriennes (en échange notamment de promesses financières comme en a fait l'Union européenne à Erdogan en novembre). Et la mer Méditerranée continue d'engloutir les vies humaines. En 2015 le blocage des frontières aura chaque jour, en moyenne, précipité dans les abîmes marins plus de 10 vies.